

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service sécurité de l'environnement industriel

**A R R E T E**  
**de mise en demeure**  
**Société AMAZON FR LOGISTIQUE**  
**à SARAN**

**Le Préfet du Loiret**  
**Officier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment les titres I et IV du livre V et plus particulièrement les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013 autorisant la société SARAN LOGISTIQUE à installer des mezzanines dans 4 cellules d'entrepôt implantées dans l'établissement et abrogeant les arrêtés préfectoraux délivrés antérieurement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire modifié du 18 octobre 2017 autorisant la société AMAZON FR LOGISTIQUE à poursuivre l'exploitation de la plate-forme logistique de SARAN après mise en place de nouvelles mezzanines et abrogeant les prescriptions du 25 octobre 2013 susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2018 renforçant les mesures de contrôle du système de détection incendie implantée dans les mezzanines de la plate-forme logistique de la société AMAZON FR LOGISTIQUE de SARAN ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juin 2018 relatif à la visite d'inspection du 8 juin 2018, notifié à l'exploitant le 25 juin 2018 ;

**VU** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées, lors de sa visite d'inspection du 8 juin 2018 a notamment constaté que, selon le compte rendu de la vérification réalisée le 8 février 2017, le système d'extinction automatique d'incendie n'est pas conçu, installé et entretenu conformément aux référentiels reconnus ;

**CONSIDERANT** que cette constatation constitue un manquement aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

**CONSIDERANT** que les éléments communiqués par l'exploitant, les 13 juillet, 1<sup>er</sup> et 14 août et 13 novembre 2018, 12 avril, 8 et 19 juillet, 14 septembre et 20 décembre 2019, et 14 février 2020 ne permettent pas de justifier de la conformité des installations exploitées relevant des dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AMAZON FR LOGISTIQUE de respecter les dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté 11 avril 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret par intérim,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société AMAZON FR LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 1401, rue du Champ Rouge – 45962 ORLEANS Cedex 9, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SARAN (45770), ZAC « Pôle 45 » de respecter les prescriptions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, avant le 30 septembre 2020.

Dans ce cadre, aux fins de justification de l'avancement des mises en conformité, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
  - la copie du bon de commande détaillé justifiant de la notification de la prestation de mise en conformité du système d'extinction automatique d'un incendie à une société compétente,
  - la copie des mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie (personnel formé aux tâches de sécurité incendie présent en permanence, autres moyens d'extinction renforcés et tenus prêts à l'emploi, autres mesures que l'exploitant juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes) en application des dispositions du point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé,
- dans un délai porté au 30 septembre 2020 :
  - la copie du dossier des ouvrages exécutés relatif à la mise en conformité des installations d'extinction automatique d'un incendie, en application des dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé,
- dans un délai porté au 31 octobre 2020 :
  - la copie du rapport de réception des travaux de mise en conformité, selon des référentiels reconnus, des installations d'extinction automatique d'un incendie. Ce rapport est établi par un organisme compétent n'ayant pas participé aux études ou aux travaux de mise en conformité des installations précitées.

### **Article 2 : Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer, dans le délai fixé, aux prescriptions visées à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L.173-1 de ce même code.

### **Article 3 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret par intérim, le Maire de SARAN, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le 28 février 2020

**Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général par intérim,**

**signé : Ludovic PIERRAT**

### **DIFFUSION**

- Société AMAZON FR LOGISTIQUE
- Mme le Maire de SARAN
- M. l'Inspecteur de l'environnement (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45),

**Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 **dans un délai de 2 mois** à compter de sa notification.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**